

H. --- CHRONIQUES

Extrait du journal « Al Istiqlal » du 10 août 1956

BILAN DE DÉPART

Dans le **Bulletin économique et social du Maroc**, Piersuis se livre à une étude fort intéressante du « Maroc moderne indépendant et responsable de son avenir, placé devant la redoutable tâche d'orienter son économie vers le progrès et la poursuite de son enrichissement ».

Technicien averti des questions économiques, ayant une connaissance approfondie du Maroc, et faisant preuve d'une foncière honnêteté intellectuelle, l'auteur, à l'aide de chiffres et de considérations personnelles, brosse un tableau exact de la situation économique à la veille de l'Indépendance.

En le lisant, la mission de reconstruction du Maroc apparaît singulièrement plus ardue à remplir. Et si nous n'avions pas en notre peuple et dans l'avenir de la patrie la foi la plus ardente, les conditions de départ de l'expérience que nous entreprenons, nous apparaîtraient presque comme désespérées.

Ce travail qui malgré les commentaires humains qui l'accompagnent, a par moment la sécheresse d'un bilan, apprend à ceux qui l'ignoraient que le revenu individuel moyen de 6 millions de ruraux varie au Maroc de 27 à 35.000 francs par an ; que dans les villes où les frais sont plus élevés il oscille autour de 12.000 francs par mois. Encore faut-il noter que le pourcentage des revenus inférieurs à 10.000 francs avait tendance à s'accroître à cause du sous-emploi.

Ce niveau trop bas du revenu est une conséquence de l'insuffisance de la production qui est elle-même le résultat du manque de moyen d'équipement. Comment en serait-il autrement lorsque pour subsister le paysan marocain est contraint à des ventes massives d'orge qui laissent à la période des labours les attelages sous-alimentés et sans force... Ce bas niveau de vie engendre l'exode rural vers les villes avec toutes les conséquences désastreuses qu'il comporte pour l'économie générale.

Nous évoquons ce témoignage aujourd'hui pour deux raisons bien déterminées. Il situe devant l'histoire bien des responsabilités en précisant les différents éléments qui définissent la situation dramatique au début de l'année 1956 : niveau très bas des revenus - production insuffisante - déficit commercial - déficit du budget - quasi nullité des investissements par les Marocains - faiblesse du marché intérieur - déséquilibre démographique et

exode rural - inexistence de localités moyennes et de villages.

Dans ses conclusions il propose des solutions constructives et surtout apporte aux esprits inquiets un réconfort par les espoirs et les certitudes qu'il contient.

Alors qu'il est courant de rencontrer des fonctionnaires de l'ancienne administration du Protectorat affirmer que le maximum ayant été réalisé il n'y a plus rien à tenter pour améliorer la conjoncture économique devenue critique en raison de la poussée démographique. Piersuis est certain que le revenu agricole peut être doublé au bout de deux périodes quinquennales par l'accroissement des rendements et la valorisation des produits. C'est le moment de regretter en passant que l'étude du plan quinquennal recommandé par S.M. le Sultan et dont nous avons maintes fois souligné la nécessité ne soit pas plus avancé.

Nous retrouvons dans l'exposé de Piersuis les idées constructives qu'un petit noyau d'économistes connaissent bien mais qui n'ont jamais trouvé d'échos favorables auprès des anciens dirigeants. Leur programme tendrait à augmenter la production totale « pour satisfaire aux besoins alimentaires, enrichir le pays, améliorer sa balance commerciale, donner de l'aisance à son budget et du travail à ses habitants urbains ».

L'accroissement de la production agricole dont bénéficieraient immédiatement les six huitièmes de la population, apparaît comme le meilleur moyen d'amorcer ce démarrage indispensable.

Il impose le regroupement de la propriété rurale et aura comme conséquence heureuse le développement de petits centres ruraux, c'est-à-dire enfin cette politique de villages qui est indispensable pour mettre un terme à l'exode rural et à ses plaies, le chômage et le bidonville.

Le Maroc — et nous n'avons pas besoin de statistiques pour le constater — est ridiculement pauvre en petites localités, en agglomérations secondaires, en centres ruraux.

Dans cet article de Piersuis nous retrouvons des projets qui pourraient constituer une excellente base de

départ pour un programme d'expansion malgré la misère actuelle.

Sur deux points cependant nous ne partageons pas les vues de l'auteur qui se prononce contre l'abrogation de l'acte d'Algésiras et pour une politique de bas salaires.

Il prétend que la protection douanière est inévitablement un facteur d'élévation générale des prix, donc de vie chère. C'est une idée fausse, si on se refuse à donner au régime douanier un rôle uniquement fiscal et financier.

Le régime douanier — à l'instar de l'impôt comme le déclare, dans une récente interview, M. Gilles Gozard, président en France de la Caisse d'amortissements — est à la fois fiscal et économique.

Il suffit de limiter son rôle fiscal pour éviter toute tentation à un Gouvernement d'y trouver des ressources inépuisables pour équilibrer à tout prix un budget difficile et lui faire par contre jouer à fond son rôle de protecteur de l'économie.

Comment par ailleurs peut-on concilier l'indépendance économique qui seule garantit l'indépendance politique avec le maintien d'un acte qui était le symbole même de notre asservissement à l'impérialisme ?

Si le Gouvernement sait jouer intelligemment avec toutes les possibilités qu'offre un régime douanier libre, ce dernier n'est pas inévitablement un facteur d'élévation générale des prix.

Enfin, l'auteur peut bien nous prier de ne pas donner

un sens « politico-social » péjoratif à l'expression « salaires bas », il n'en demeure pas moins que cette notion se marie mal avec la nécessité d'accroître le pouvoir d'achat des masses. N'écrit-il pas lui-même, tout en reconnaissant qu'il est indispensable d'aboutir à un développement industriel du Maroc « qu'un pays ne peut pas développer sa production industrielle avec un marché intérieur exsangue auquel il est difficile de faire absorber une production locale même faible ? »

La notion qui doit finalement prévaloir c'est celle qui lie le haut salaire générateur d'un pouvoir d'achat élevé au rendement qui accroît la production des entreprises et la richesse du pays, qui contribuent l'une et l'autre à l'amélioration de la condition du prolétariat.

Nous ne voulons pas terminer cet examen d'une étude à la lecture de laquelle nous avons pris le plus grand intérêt sans relever le passage où Piersuis déclare que le niveau trop bas des revenus se manifeste par la quasi-nullité des investissements par les Marocains.

Nous touchons avec cette dernière constatation l'un des points sensibles de notre économie.

Alors que certains des étrangers qui ont réalisé d'immenses fortunes au Maroc n'ont rien de plus pressé au moment où le pays a besoin d'investissements de faire évader leur argent, les Marocains qui ont arbitrairement écartés par le système politique passé de la distribution des richesses, n'ont pas aujourd'hui les capitaux indispensables pour soutenir l'œuvre de reconstruction nationale à laquelle le Gouvernement les invite.